

Jeunes diplômés sur périmètres irrigués

Résorber le chômage en aidant des jeunes diplômés à cultiver la terre : la pari fut tenté dans toute l'Afrique sous ajustement structurel. Avec beaucoup de casse et quelques réussites. Exemple au Mali.

INCITER de jeunes diplômés à cultiver la terre faute de pouvoir les embaucher dans une fonction publique victime d'ajustement structurel : tel a été l'objectif du gouvernement malien en installant à la fin de 1986 quarante-cinq comptables, juristes, secrétaires, frais émoulus de l'université ou de centres de formation professionnelle, dans la zone aménagée du barrage hydroélectrique de Sélingué, à 150 km de Bamako, la capitale du Mali. Près de 1 300 hectares avaient été aménagés pour les cultures irriguées. 45 hectares - un par personne - furent attribués à ces paysans intellectuels partis à la terre la fleur au fusil. On attendait qu'ils transfèrent à terme les campagnes par leur savoir-faire.

Recrutés par l'Office de la main-d'œuvre dans le cadre d'un projet de la culture du tabac monté par la Sonatam (Société malienne des tabacs et allumettes), ces jeunes gens reçurent collectivement 13 millions de francs pour s'équiper en matériel et acheter les intrants, sous forme d'un crédit attribué au groupement d'intérêt économique qu'ils furent tenus de constituer.

De bonnes années en moins bonnes, le GIE ne fut pas toujours en mesure de faire face aux échéances. Non pas tant à cause de problèmes liés à la culture du tabac ou du riz qu'en raison de l'inadaptation de certains de ces jeunes diplômés au travail de la terre. Et de la structure collective d'un GIE dont le fonctionnement exigeait une solidarité impossible à instaurer entre personnes d'origine, de formation et de motivations trop diverses. Dès la troisième campagne, 22 membres du GIE furent exclus, puis, en 1994, ce fut le GIE lui-même qui a été dissous.

Sont restés à Sélingué les mordus de la terre, tel Boubacar Bayo, sorti de l'Ecole des hautes études de Bamako comme comptable et qui a été un des



Philippe Ortoli

« Je sentais que je pouvais réussir. »

tout premiers jeunes à se lancer dans l'aventure, sans se décourager un seul instant. Après la dislocation du GIE, il s'est adonné à son exploitation avec la même détermination. « Je sentais que je pouvais réussir », affirme-t-il. Les résultats sont là pour prouver qu'il avait raison. A sa dernière campagne, sur sa parcelle de un hectare de riz, il a récolté 4,5 tonnes de paddy (riz non décortiqué) qui lui ont laissé une mar-

ge brute de près de 300 000 francs CFA. Sur une autre parcelle de 0,75 hectare, il a récolté 450 kilos de feuilles de tabac avec une marge plus importante, 575 000 francs CFA. « La tendance actuelle est de laisser tomber le riz au profit du tabac qui paie bien », dit-il. Cette réussite, il l'attribue aussi à l'action de la Sonatam qui est « un bon partenaire ». « C'est cette entreprise qui a construit la maison où j'habite avec ma femme et mes cinq enfants. Je ne paie pas de loyer. » ■

Fadjigi Sinaba

Le tabac mieux que le riz

Riz (1 ha)

Produit brut : 552 825 francs CFA (2 457 kilos de riz décortiqué vendus au prix moyen de 225 francs CFA le kg).

Charges variables : 231 250 francs dont 88 000 francs CFA d'engrais, 30 000 francs CFA de repiquage, 27 000 francs CFA de redevance eau, 15 000 francs CFA de labour, autant de désherbage et de récolte, 30 000 francs de battage.

Marge brute : 321 575 francs CFA.

Tabac (0,75 ha)

Produit brut : 700 000 francs CFA (450 kilos de tabac à 1 500 francs CFA le kilo).

Charges variables : 125 000 francs CFA dont 98 000 francs CFA d'intrants (parmi lesquels 45 000 francs de potasse), 12 000 francs CFA de labour, et autant pour le binage.

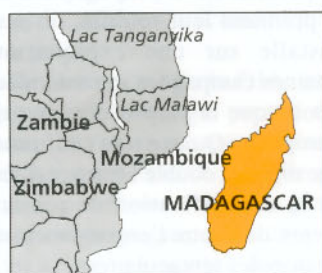
Marge brute : 575 000 francs CFA.

Charges fixes : 275 000 francs CFA (remboursement séchoir).

Marge nette : 400 000 francs CFA.

Echec d'un citadin aux champs

Citadin de Tananarive (Madagascar), Andriambololona Hendrilala s'est lancé dans l'agriculture à trente-cinq ans via un projet de la FAO. Grain de Sel l'a rencontré lors d'une réunion avec des agriculteurs africains organisée à Paris par Afdi.



Grain de Sel : Comment êtes-vous devenu agriculteur ?

Andriambololona Hendrilala :

J'étais employé à Air malgache quand j'ai eu vent, en 1994, d'un projet de la FAO et du Pnuced pour former des agriculteurs et les aider à s'installer. Je pensais qu'avec ça, je serai riche dans quelques années. Je n'aime pas ►



Samba Fall - Sénégal

la ville où je m'ennuie. Je voulais absolument en sortir. Aussi, j'ai présenté ma candidature et j'ai été sélectionné bien que n'ayant jamais pratiqué l'agriculture. En fait, j'ai menti en racontant que mon père était agriculteur et que je l'avais aidé jusqu'à 18 ans.

Quel était le programme ?

Avec trente-neuf personnes qui avaient été également retenues, nous avons été envoyés en « stage » pendant six mois, d'octobre 1994 à avril 1995, à Ampararatape, à 200 km de la capitale, dans la ferme du centre de pré-installation du ministère de

l'Agriculture, qui s'étend sur quinze hectares. En fait, la seule formation que nous avons suivie était une formation de main-d'œuvre : labourer, traiter, semer, récolter. Mais nous n'avons jamais reçu de formation à la gestion d'une exploitation. Et, à mon avis, c'est une des raisons de l'échec.

Quelles ont été les conditions de l'installation ?

On nous a attribué à chacun une parcelle de 15 hectares, donné du ciment pour faire la maison, fourni des engrais et des semences pour mettre en place un système de culture sur 5 hectares, avec rotation chaque année pour faire tourner la jachère : 2 hectares de maïs, un hectare de riz pluvial, un hectare de pois de terre. Le labour était fait par des tiers sur tracteur. La première année, cela a bien marché car nous étions soutenus par les aides et par des conseillers. Mais, la deuxième année, tout cela a disparu : plus de labours, plus d'engrais, plus de conseillers. Le projet avait prévu un crédit de campagne de 5 millions de francs malgaches pour acheter les intrants avec la caution de la FAO. On n'a jamais pu les rembourser.

Pourquoi ?

On a récolté juste de quoi nous nour-

rir, pas assez pour vendre. La raison, c'est que nous avons mis deux fois moins d'engrais par rapport à l'année précédente et que les rendements ont chuté : 1,5 tonne de riz à l'hectare seulement au lieu de 3 tonnes, 1,5 tonne de maïs au lieu de 6 tonnes.

On a pas acheté la quantité d'engrais qu'il fallait à cause de la mauvaise gestion : on a tout mélangé, l'argent pour la famille et l'argent pour l'exploitation. C'est dû à l'inexpérience et au manque de formation. La FAO a d'ailleurs reconnu son erreur et a contacté les banques pour effacer notre dette.

Alors, vous repartez du bon pied ?

Sur la quarantaine des stagiaires, il n'en reste plus qu'une quinzaine. Les autres sont repartis à la ville chercher du travail. Ceux qui restent en sont à la troisième année d'installation. Chacun se débrouille de son côté. Moi, je mets du compost que je fabrique, mais mes rendements me permettent juste de me nourrir, ma femme et mes trois enfants. Je veux rester car j'aime la terre et j'espère que cela ira mieux. Quand je me suis installé, je pensais devenir riche dans quelques années. Je suis tombé là-bas. Il faut que je me relève là-bas. ■

Propos recueillis par Nicolas Bocca

Une aide contre l'exode

Parce que la course à la productivité a vidé ses campagnes et rempli ses villes, la France a été contrainte de mettre en œuvre une politique d'installation de jeunes agriculteurs. Ceux des zones défavorisées qui pratiquent une agriculture extensive sont les plus épaulés.



Un vieux quitte la terre, un jeune prend la relève. Ce mouvement des générations, naturel depuis la nuit des temps, est désormais arrêté dans la paysannerie européenne. Pour cinq agriculteurs qui prennent leur retraite, un seul s'installe sur une exploitation. Certaines campagnes se sont vidées au point que la plupart des pays de l'Europe des Quinze sont confrontés à une urgence double : enrayer d'une part la désertification de régions entières, de l'autre l'engorgement de mégapoles tentaculaires.

En France, par exemple, les chiffres se sont inversés en un siècle : 70 % de la population rurale en 1900, 70 % de la population urbaine aujourd'hui. Entassée à 80 % sur 10 % du territoire. Un déséquilibre ruineux. Ici, fermetures de lignes ferroviaires, d'écoles, de maternités, de postes ; là, des surconcentrations ruineuses et ingérables, des ghettos sociaux, des flambées de violence incontrôlables.

Il est devenu évident que l'obsession productiviste a coûté cher à l'Europe, en termes de dégradation